



## Conseil économique et social

Distr. générale  
17 septembre 2013  
Français  
Original: anglais

---

### Commission économique pour l'Europe

Réunion des Parties à la Convention sur  
l'évaluation de l'impact sur l'environnement  
dans un contexte transfrontière

#### Comité d'application

##### Vingt-neuvième session

Genève, 10-12 décembre 2013

Point 1 de l'ordre du jour provisoire

##### Adoption de l'ordre du jour

### Ordre du jour provisoire annoté de la vingt-neuvième session

Qui s'ouvrira au Palais des Nations, à Genève, le mardi 10 décembre 2013, à 10 heures\*

#### I. Ordre du jour provisoire

1. Adoption de l'ordre du jour.
2. Communications.
3. Suivi de la décision V/4.
4. Initiative du Comité.
5. Examen de l'application.
6. Collecte d'informations.
7. Structure, fonctions et règlement intérieur.

---

\* Dans le cadre des procédures d'accréditation applicables aux membres de délégations prenant part à des réunions au Palais des Nations, les participants sont priés de remplir dûment le bulletin d'inscription disponible sur le site Web de la Commission économique pour l'Europe (<http://www.unece.org/meetings/practical.htm>) et de le faire parvenir au secrétariat de la Convention **au plus tard deux semaines avant la réunion**, soit par télécopieur (+41 22 917 0107), soit par courrier électronique ([nadiya.dzyubynska@unece.org](mailto:nadiya.dzyubynska@unece.org)). Avant la réunion, les représentants sont priés de se présenter au Groupe des cartes d'identité, Section de la sécurité et de la sûreté de l'Organisation des Nations Unies à Genève, située au portail de Pregny, 14 avenue de la Paix (un plan du Palais des Nations est disponible sur le site Web susmentionné. En cas de difficultés, veuillez prendre contact par téléphone avec le secrétariat de la Convention au numéro +41 22 917 2854.

8. Préparatifs des prochaines sessions de la Réunion des Parties.
9. Questions diverses.
10. Présentation des principales décisions prises et clôture de la session.

## **II. Annotations**

### **1. Adoption de l'ordre du jour**

1. Le présent ordre du jour provisoire a été établi par le secrétariat de la Convention sur l'évaluation de l'impact de l'environnement dans un contexte transfrontière (Convention d'Espoo) et du Protocole relatif à l'évaluation stratégique environnementale en accord avec le Président du Comité d'application, conformément au règlement intérieur du Comité (ECE/MP.EIA/10, décision IV/2, annexe IV, modifiée par la décision V/4 (voir ECE/MP.EIA/15)). Le Comité d'application au titre de la Convention et du Protocole sera invité à adopter son ordre du jour tel qu'il figure dans le présent document.

### **2. Communications**

2. Ce point ne sera pas examiné en présence d'observateurs, à moins que le Comité n'en décide autrement, conformément à l'article 17 du règlement intérieur.
3. Le Comité examinera les communications reçues des Parties depuis sa dernière session.

### **3. Suivi de la décision V/4**

4. Ce point ne sera pas examiné en présence d'observateurs, à moins que le Comité n'en décide autrement, conformément à l'article 17 du règlement intérieur.
5. Tout d'abord, le Comité examinera les mesures prises par le Gouvernement ukrainien pour assurer le respect de ses obligations au titre de la Convention, comme l'avait demandé la Réunion des Parties à la Convention à sa cinquième session (décision V/4, ECE/MP.EIA/15, par. 17 à 26). Il examinera à cet effet le rapport que présentera l'Ukraine avant la session. Il devrait ensuite établir son rapport à l'intention de la Réunion des Parties à la Convention à sa sixième session (Kiev, 2-5 juin 2014) et formulera des recommandations sur les mesures à prendre par l'Ukraine.
6. Le Comité examinera ensuite les mesures prises par le Gouvernement arménien pour adopter son projet de législation révisé aux fins de la mise en œuvre de la Convention (décision V/4 (par. 27 et 28)). Il étudiera les informations communiquées par l'Arménie avant la session du Comité et, sur cette base, rédigera son rapport à la Réunion des Parties à la Convention.
7. Le Comité examinera également suite à la décision V/4 (par. 29 et 30) les mesures prises par le Gouvernement roumain et le Gouvernement ukrainien pour accélérer les négociations à des fins de coopération à l'élaboration d'un accord bilatéral ou d'un autre arrangement propre à promouvoir les dispositions de la Convention. Le Comité devrait élaborer son rapport à la Réunion des Parties à partir des informations que communiquera la Roumanie.

#### **4. Initiative du Comité**

8. Ce point ne sera pas examiné en présence d'observateurs, conformément à l'article 17 du règlement intérieur.

9. Le Comité poursuivra l'examen de son initiative sur l'Azerbaïdjan conformément au paragraphe 6 de l'appendice à la décision III/2 (EC/MP.EIA/6, annexe II). Il devrait examiner les informations soumises par l'Azerbaïdjan sur les mesures prises pour adopter une nouvelle loi sur l'évaluation d'impact sur l'environnement.

10. Le Comité continuera ensuite l'examen de son initiative concernant l'Ukraine, conformément à l'appendice à la décision III/2 et à son règlement intérieur. Il devrait élaborer ses conclusions et recommandations compte tenu des informations et des précisions que doit fournir le Gouvernement ukrainien au plus tard le 15 octobre 2013.

#### **5. Examen de l'application**

11. Dans le cadre de son examen de questions spécifiques relatives au respect des obligations mises en lumière par le troisième examen du respect des dispositions, le Comité devrait examiner les explications écrites demandées au Portugal.

#### **6. Collecte d'informations**

12. Ce point ne sera pas examiné en présence d'observateurs, sauf s'ils y sont invités par le Comité.

13. Le Comité devrait poursuivre l'examen des informations qu'il a recueillies en ce qui concerne les activités proposées en Azerbaïdjan, en Lituanie, au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et en Ukraine.

#### **7. Structure, fonctions et règlement intérieur**

14. Le Comité devrait garder à l'étude et étoffer, au besoin, sa structure et ses fonctions, ainsi que son règlement intérieur, à la lumière de l'expérience acquise, y compris des recommandations formulées à l'intention de la Réunion des Parties concernant l'imposition de sanctions en cas de non-respect des obligations (ECE/MP.EIA/15, décision V/4, par. 15). Il devrait continuer d'élaborer les propositions nécessaires à l'intention de la sixième Réunion des Parties à la Convention, compte tenu des observations qui pourraient être formulées par le Groupe de travail sur l'évaluation d'impact sur l'environnement et l'évaluation environnementale stratégique à sa troisième réunion (11-15 novembre 2013).

#### **8. Préparatifs des prochaines sessions de la Réunion des Parties**

15. Le Comité devrait poursuivre les préparatifs de la sixième session de la Réunion des Parties à la Convention et de la deuxième session de la Réunion des Parties à la Convention, agissant comme Réunion des Parties au Protocole, y compris finaliser le projet de décision sur l'examen du respect et les préparatifs du rapport du Comité sur ses activités (ECE/MP.EIA/6, annexe II, décision III/2, appendice, par. 11).

## **9. Questions diverses**

16. Les membres du Comité désireux de soulever d'autres questions devraient contacter le secrétariat dès que possible.

## **10. Présentation des principales décisions prises et clôture de la session**

17. Le Comité devrait accepter les principales décisions prises au cours de la réunion et confirmer la date et le lieu de sa prochaine session puis le Président prononcera officiellement la clôture de la session.

---